

TENDANCES 2018



Impressum

Editeur
PROFA, Renens

Concept et rédaction
PROFA, Renens

Concept et réalisation graphique
Oxyde, Lausanne

Photographies
©iStockphoto.com

Photolithographie
À point nommé, Bussigny

Impression
Graphstyle, Lausanne
Papier FSC

juin 2019

LE BILLET DE LA PRÉSIDENTE

La fondation PROFA est une institution particulière, qui s'est construite progressivement autour de thématiques essentielles qui sont indispensables aujourd'hui dans le canton de Vaud. Ces missions sont importantes aux yeux des personnes engagées dans le cadre du CODIR et du Conseil de Fondation, car nous sommes toutes et tous convaincu·e·s de l'importance des thématiques traitées, qui apportent une plus-value certaine dans la vie de celles et ceux qui acceptent de nous faire confiance.

Et pourtant, l'ensemble des actions mises en œuvre dans le cadre des activités délivrées touchent souvent des domaines sensibles, aux confins de l'intimité et du personnel. Promouvoir une information de qualité, se mettre à disposition dans l'accompagnement, aborder les problèmes, faire face à la violence, trouver un espace d'échange permettant de traiter les situations rencontrées sans tabou mais avec bienveillance est un exercice complexe qui requiert une professionnalité et un savoir-faire important. C'est bien grâce aux compétences et à l'engagement des professionnel·le·s que nous devons le succès des prestations proposées. Merci pour la qualité de ce travail, qui permet avec finesse de soutenir les choix parfois difficiles des personnes qui ont recours aux différents services mis à disposition.

PROFA c'est aussi une institution qui défend le droit des personnes à choisir leurs propres orientations en matière de sexualité. De ce point de vue, nous pouvons être satisfaits de voir que la Confédération a enfin modifié le Code pénal en ajoutant un article 261 bis concernant la discrimination et l'incitation à la haine en matière d'orientation sexuelle. Que cette décision soit menacée aujourd'hui par un référendum, qui a réuni les signatures nécessaires pour combattre l'interdiction de discriminer selon l'orientation sexuelle en Suisse, montre à quel point ce travail reste essentiel et fondamental pour que les mentalités et les représentations puissent évoluer.

Pour le comité directeur,
Viviane Prats, Présidente de PROFA

LE MOT DU DIRECTEUR

Ce rapport annuel donne la parole aux chef·fe·s de service, qui ont eu carte blanche pour raconter l'engagement de leur équipe durant 2018. Elles et ils témoignent avec leurs mots de l'accueil fait à notre clientèle, à la population, aux partenaires et mandants. Sous leur plume, on lit la réalité de nos missions et de nos valeurs, telles que la liberté de choix en matière d'intimité et le développement de la qualité de la vie affective, relationnelle et sexuelle.

Les tendances chiffrées sur trois ans démontrent la pérennité de nos prestations, leur utilité et leur évolution au fil du temps. Ces statistiques illustrent combien PROFA est disponible et à l'écoute des besoins. En écho aux témoignages du terrain, elles montrent combien nous offrons des réponses adaptées à chaque situation. Cependant, le professionnalisme de tout le personnel de PROFA ne peut pas se résumer à des chiffres. Pour en apprécier la qualité, il faut passer le seuil d'un de nos centres, bénéficier d'une animation, d'un conseil, comme beaucoup d'autres personnes en ont fait l'expérience.

Toutes ces prestations, financées par l'Etat de Vaud via le DSAS et le DFJC, se déploient sur le canton grâce au soutien en toile de fond d'une équipe administrative nouvellement créée et renforcée. C'est elle qui garantit que tout se déroule de manière fluide et qui nous permet de mettre l'humain, l'accompagnement et les soins au centre de nos préoccupations.

Comme chaque année, le rapport annuel est aussi une occasion pour moi de remercier tout le personnel de PROFA, qui s'investit jour après jour pour le bien de la population du canton, quel que soit l'âge, le statut social, le genre ou l'identité et l'orientation sexuelles, sans discrimination et avec de grandes compétences professionnelles. Un seul mot, donc, qui résume tout : merci.

Michel Graf, Directeur

CONSULTATION DE SANTÉ SEXUELLE - PLANNING FAMILIAL



« Ouf, je ne suis pas séropositif, j'ai eu peur ! » dit Luis, 24 ans, à la conseillère en santé sexuelle. « Il faut dire qu'à l'anniversaire de Marc, la soirée a été bien festive, un peu arrosée. La musique était belle et entraînante, et Noémie, magnifique dans ses jeans moulants. La fête avait duré jusqu'au petit matin... C'était pas vraiment prévu ! »

Puis, en quittant la réception, il décide d'acheter un autotest de dépistage du VIH pour l'offrir à son ami.

Chacune et chacun peut prendre rendez-vous chez une conseillère ou un conseiller en santé sexuelle (CSSR) pour partager ses questions et ses préoccupations dans le domaine de l'intimité, de la sexualité, faire le dépistage du VIH. Pour les autres infections sexuellement transmissibles, c'est le médecin qui décide en tenant compte de la personne, des pratiques sexuelles, pour prescrire le bon test, au bon endroit, au bon moment. Depuis 2018, des autotests fiables et faciles à utiliser sont vendus dans les réceptions des 8 Centres PROFA.

Environ 1400 interruptions de grossesse se font chaque année dans le canton de Vaud. Pour chaque femme, c'est une décision importante à prendre posément. Dans tous les hôpitaux publics vaudois, depuis 2018 à Nyon également, les personnes qui vivent une interruption de grossesse à l'hôpital peuvent rencontrer la CSSR pour partager les émotions et réflexions du moment et envisager une contraception selon le besoin. Les CSSR proposent aussi écoute et conseil en matière de sexualité et de contraception aux nouvelles accouchées.

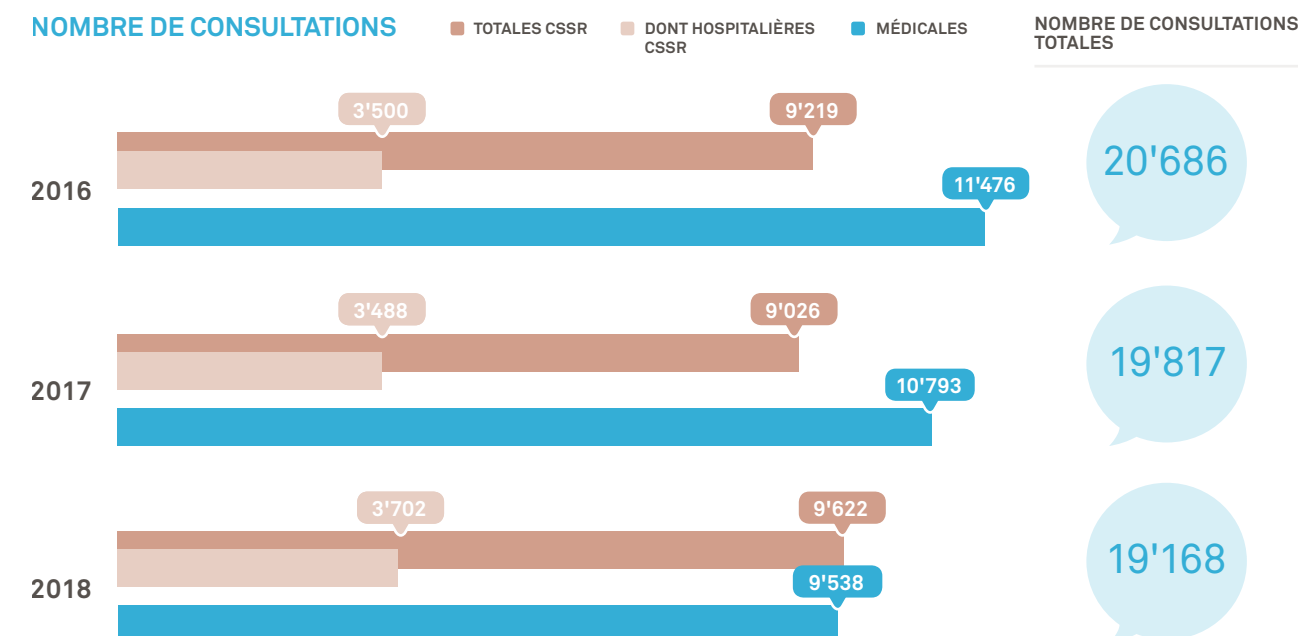
La transmission des connaissances est importante, tant auprès des clientes et clients, qu'en individuel ou en groupe, qu'auprès des futur·e·s professionnel·le·s. En 2018, nous avons formé six spécialistes en santé sexuelle pour une durée de stage de trois mois.

Pour mieux accueillir, un nouveau poste a été créé, responsable de l'accueil. Cette équipe renforcée répond aux appels pour les huit centres PROFA de 8 à 17 heures.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, nous utilisons le dossier client informatisé de PROFA (DCIP), en préservant toujours la confidentialité. Nous avons choisi un laboratoire vaudois unique pour l'ensemble du canton. Ce DCIP exige une coordination administrative et temporelle renforcée. Pour cette intégration, les collaboratrices et collaborateurs ont énoncé de nombreuses propositions réalistes et démontré une adaptativité extraordinaire.

Statistiques comparatives 2016-2018

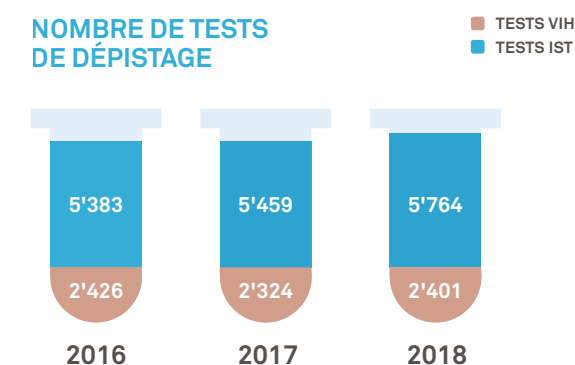
NOMBRE DE CONSULTATIONS



La légère baisse du nombre de consultations est liée à l'intégration du dossier client informatisé. En 2018, l'introduction du dossier informatisé a nécessité des formations et davantage de temps administratif. De ce fait, les plages destinées

aux consultations médicales ont été réduites. Le nombre de consultations psychosociales augmente dans les centres PROFA et dans les hôpitaux régionaux, notamment grâce à l'ouverture des consultations au GHOL, à l'hôpital de Nyon.

NOMBRE DE TESTS DE DÉPISTAGE



Le nombre de tests de dépistage du VIH est stable ; ce sont essentiellement des tests à lecture rapide. Les tests de dépistage des autres infections sexuellement transmissibles comprennent la chlamydia, la gonorrhée, la syphilis, les hépatites et l'herpès.

NOMBRE DE PERSONNES



PROPORTION D'HOMMES AYANT CONSULTÉ DANS LES CENTRES PROFA EN 2018



L'équipe CSS c'est : 51 ♀ 7 ♂

Plus d'infos sur profa.ch

ÉDUCATION SEXUELLE

2018 fut une année de transition suite au départ à la retraite de Martine Despland, cheffe du Service depuis plus de 15 ans. Beaucoup d'énergie à l'interne pour recruter et former la nouvelle cheffe de Service et la nouvelle adjointe pédagogique, ceci afin de permettre à la nouvelle équipe de prendre ses marques, pour être à la hauteur du mandat qui nous est confié par l'Etat de Vaud. Outre les prestations d'éducation sexuelle aux 45'718 élèves vaudois (enseignement obligatoire, des institutions spécialisées, de l'école de la transition et des écoles privées), nous relevons ci-après deux points forts de notre Service en 2018.

L'articulation des procédures PROFA/DGEO pour les évocations d'abus sexuels ou de maltraitance

Chaque année, les spécialistes recueillent entre 20 et 30 évocations d'abus sexuel ou de maltraitance dans le cadre des cours d'éducation sexuelle. PROFA s'est doté de la procédure GRI (Groupe de Référence Interne) depuis 18 ans et garantit une prise en charge rapide et interdisciplinaire des évocations.

Suite à la mise en place dans l'enseignement obligatoire (DGEO) de la procédure SESAME de soutien aux établissements scolaires lors de situations de suspicions d'abus sexuels et de maltraitance des élèves, le Service d'éducation sexuelle a travaillé, en 2018, conjointement avec l'Unité PSPS, à coordonner les deux procédures GRI/SESAME afin de permettre une action concertée, réfléchie, interdisciplinaire et rapide pour garantir la protection des mineurs, et ce en adéquation avec le cadre légal. Nous avons également dû répondre à plusieurs interpellations, suite notamment à la parution du Rapport du Juge Rouiller, qui a mis en exergue dans ses recommandations le rôle de l'éducation sexuelle dans la prévention des abus sexuels.

L'équipe ES c'est : 17  1 

La sensibilisation/formation d'adultes

Notre Service contribue à la sensibilisation/formation de professionnel·le·s du canton : enseignant·e·s, infirmier·ère·s scolaires, délégué·e·s PSPS, médiateur·trice·s, éducateur·trice·s enfance et spécialisé·e·s, équipes Ecole de la transition (EdT). Nous avons également encadré 6 stagiaires du DAS en santé sexuelle. Les demandes de formation qui nous sont adressées témoignent du besoin des professionnel·le·s et de la reconnaissance de l'expertise du Service. Nous avons de ce fait préparé deux modules pour le prochain catalogue de formation continue de l'EESP pour les professionnel·le·s de l'enseignement spécialisé et ceux du pré- et parascolaire du canton.

Statistiques comparatives 2016-2018

45'718
élèves

Chaque année, le Service d'éducation sexuelle dispense des cours aux élèves de l'enseignement obligatoire, des institutions spécialisées, de l'école de la transition et des écoles privées.

En 2018, AU TOTAL, tous publics confondus, nous avons touché 45'718 élèves

EVOLUTION DU NOMBRE DE CLASSES ET DU NOMBRE D'ÉLÈVES RENCONTRÉS DANS L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE (DGEO)

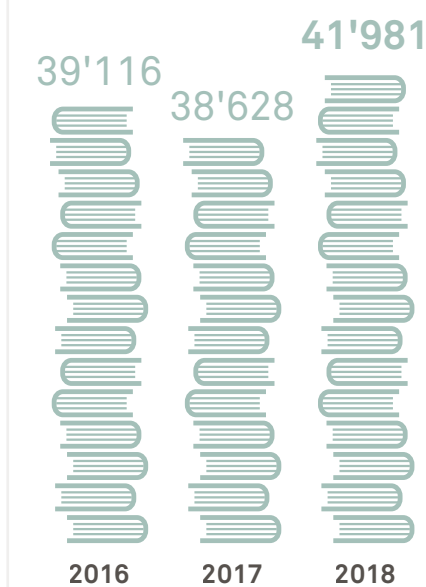
NOMBRE DE CLASSES VUES



179
classes

Entre 2016 et 2018, le nombre de classes vues de l'enseignement obligatoire a augmenté de 179 classes, avec des interventions de deux périodes à organiser, planifier et réaliser.

NOMBRE D'ÉLÈVES VUS



Les cours d'éducation sexuelle, comme tous les cours de l'école vaudoise, sont tributaires de l'évolution de la démographie scolaire. Or, selon le SCRIS, l'école obligatoire va vivre une croissance à un rythme soutenu, à raison en moyenne d'un millier d'élèves supplémentaires durant les 25 prochaines années, soit jusqu'à l'horizon 2040. Au total, l'école obligatoire vaudoise devrait ainsi absorber quelque 25 000 élèves de plus (entre 16 700 et 34 400 selon les scénarios alternatifs) d'ici 2040.

Un sacré défi en matière d'organisation et de budget !

2'864
élèves

Entre 2016 et 2018, l'augmentation du nombre d'élèves rencontrés est de 2864 élèves.

LES SOIRÉES DE PARENTS



Plus d'infos sur profa.ch

CENTRE DE COMPÉTENCES PRÉVENTION VIH/IST

Georgette in love

Projets de formation de pairs multiplicateur-trice-s

L'année 2018 a été marquée par plusieurs projets de formation de jeunes ou d'élèves pairs. Formé-e-s par les intervenant-e-s Georgette in Love, ces jeunes pairs auront une mission de transmission d'informations et de prévention dans leur établissement ou dans leur ville.

Le projet Multiplic'ados se déroule depuis plusieurs années dans les gymnases de Burier et Auguste-Piccard, alors que le gymnase de Morges prépare sa première édition. Participatifs, interactifs et créatifs, les élèves doivent créer de A à Z une action de prévention dans leur établissement.

En partenariat avec la Fondation Vaudoise contre l'Alcoolisme, les Fondations Le Levant et Aacts, des jeunes de la ville de Vevey (service de la jeunesse Gingko) et de l'Université de Lausanne sont recruté-e-s et formé-e-s afin de mener des actions de prévention sur les quais ou sur le campus.

Ces actions ont deux objectifs : tout d'abord, une action d'empowerment auprès des jeunes volontaires qui développent savoirs et compétences, ainsi qu'une attitude positive envers leur sexualité. Ensuite, l'information et la prévention sont démultipliées grâce à la présence de ces jeunes ressources.

Plus globalement, le défi futur sera d'équilibrer au mieux les actions dans le postobligatoire et dans les milieux festifs pour toucher les jeunes dans les espaces où ils peuvent être sensibilisés aux questions de santé sexuelle.

L'équipe CCO c'est : 18 ♀ 18 ♂

Migration et intimité

Apprentissage et expérience avec les interprètes communautaires

« La sexualité étant universelle et non opposable à tou-te-s, avec notre approche communautaire alliant accompagnement professionnel et coaching communautaire, fini le « ça n'existe pas dans cette culture » : ensemble, démêlons le faux du vrai ! » (Sandra Orozco et Claude Nkanga, Team Migration&Intimité).

Checkpoint

Tests du VIH à résultat rapide avec annonce du résultat sur place chez les HSH qui fréquentent les établissements „gay“ et lieux de rencontre extérieurs vaudois et fribourgeois.

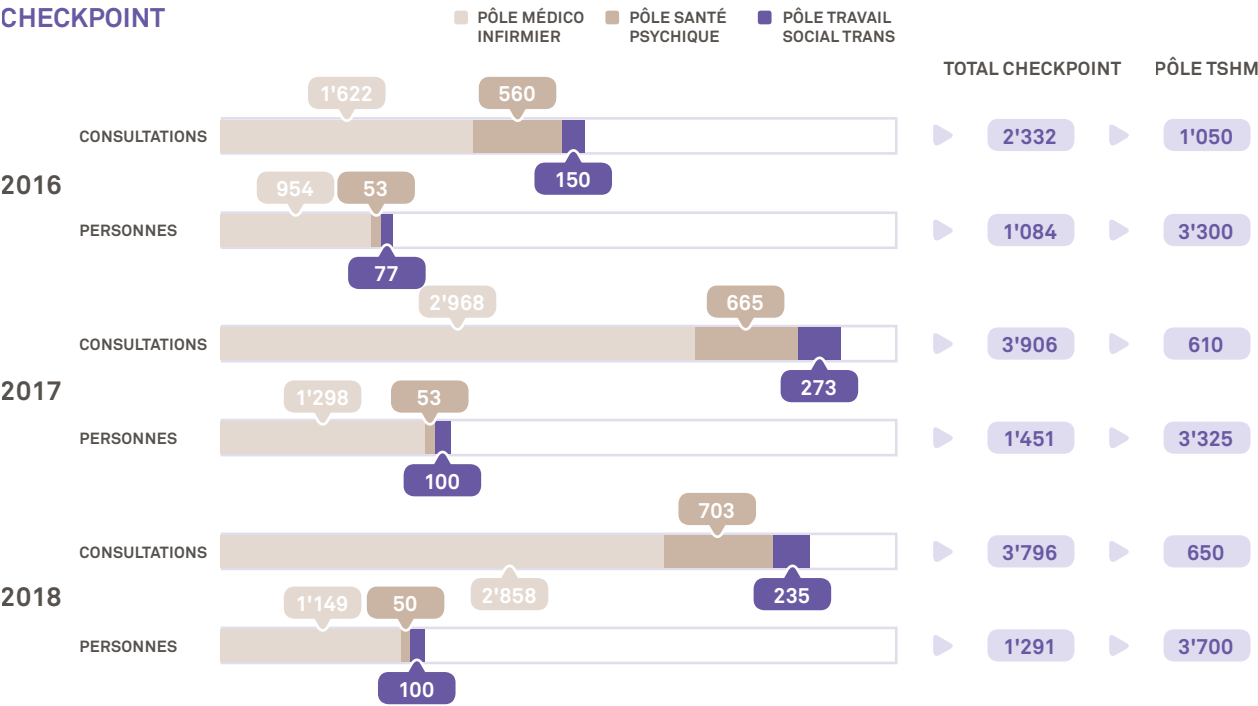
L'objectif principal de cette recherche-action était de déterminer, parmi les personnes qui font le dépistage hors murs et qui ne sont pas déjà usagers du Checkpoint Vaud ou Genève, la proportion de personnes qui n'a pas fait de test depuis plus d'une année (y compris jamais fait de test).

L'intérêt du dispositif est, entre autres, d'avoir touché des personnes qui s'exposent au VIH, ou qui sont porteuses du virus, et qui ne savaient pas dans quel délai elles auraient fait un test si elles ne l'avaient pas fait sur place. Ceci représente des potentielles nouvelles infections évitées. Nous avons constaté que la prestation est réalisable et peut être faite en assurant la sécurité et la confidentialité des usagers, y compris en cas de test VIH réactif. Elle est bien acceptée par les usagers et par les établissements. Ce type de prestation contribue également, de manière plus large, à améliorer les connaissances des personnes par rapport à la santé sexuelle.

En conclusion, nous pouvons donc suggérer que la prestation soit intégrée dans les futures stratégies nationales et cantonales, en tenant compte du cadre et du contexte que nous avons expérimenté et dans lesquels le projet/étude s'est déroulé.

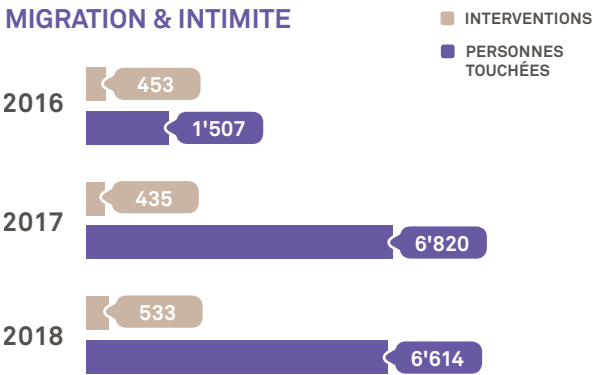
Statistiques comparatives 2016-2018

CHECKPOINT



Atteignant un certain équilibre dans le nombre global de consultations depuis 2017, le défi futur sera d'intégrer les consultations PrEP (457 en 2018) à l'activité courante.

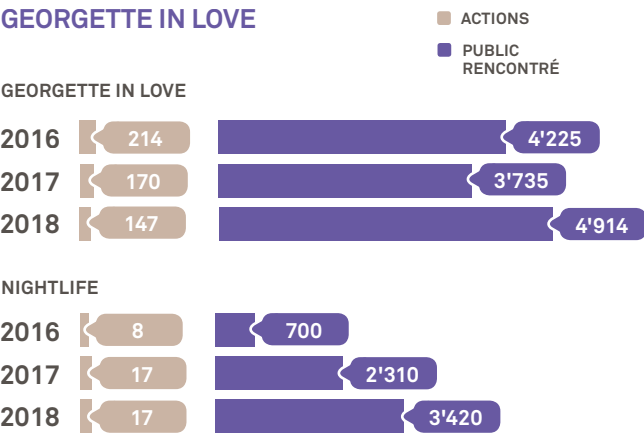
MIGRATION & INTIMITE



Nota : en 2016, dans « Personnes touchées », données sans les contacts informels, monitorés par la suite.

On constate une hausse du nombre d'interventions au fil des années, témoignant de l'effort porté sur le travail de proximité, de formation et de coaching auprès des groupes communautaires et des personnes à plus grande vulnérabilité. S'ajoutent à cela, les nombreux contacts via les réseaux sociaux, trop difficiles à mesurer pour être validés.

GEORGETTE IN LOVE



On constate une baisse du nombre d'actions sur les 3 ans, et dans le même temps une hausse du public rencontré que ce soit dans les actions auprès des établissements scolaires post-obligatoire ou dans les milieux festifs. Ce pourrait vouloir dire que nos interventions sont mieux ciblées pour rencontrer le public visé.

Plus d'infos sur profa.ch

CONSEIL EN PÉRINATALITÉ



Les pères, la co-parentalité et les familles arc-en-ciel (LGBTIQ) ont été les sujets porteurs de nos actions en 2018.

A la prise de rendez-vous, en consultation comme dans l'organisation des horaires élargis, ou encore dans notre communication (site internet, Facebook, dépliant), nous nous engageons à intégrer les pères/partenaires dans les entretiens, qu'ils viennent en couple ou individuellement. Leur implication durant la grossesse, puis à la naissance est nécessaire et favorise le co-parentage, le partage de la charge mentale et émotionnelle, la réorganisation dans le couple et la famille, comme les liens avec le nouveau-né. L'allongement du congé paternité, ou mieux encore d'un vrai congé parental, au niveau politique complètera cet objectif. L'équipe a, en outre, bénéficié de l'apport réflexif et constructif du professeur Nicolas Favez (UNIGE, Centre d'étude la famille-UNIL), sur la co-parentalité et la place du père.

Dans la continuité, un partenariat s'est naturellement initié avec MenCare dont la première étape sera la mise sur pied d'une soirée de lancement en juin 2019 d'une soirée pour présenter les nouveaux ateliers-rencontres "Wahou je vais devenir papa !". Son pendant, "Wahou je vais de venir maman !", sera proposé en parallèle, animé par le tandem sage-femme conseillère et assistante sociale de Renens.

Nous avons terminé un cycle de formation interne sur les familles arc-en-ciel. En partant de situations rencontrées, nous nous sommes interrogées sur notre pratique dans le but d'intégrer un langage inclusif, adapter notre travail et nos connaissances des ressources et besoins essentiels pour accueillir au mieux ces nouvelles parentalités.

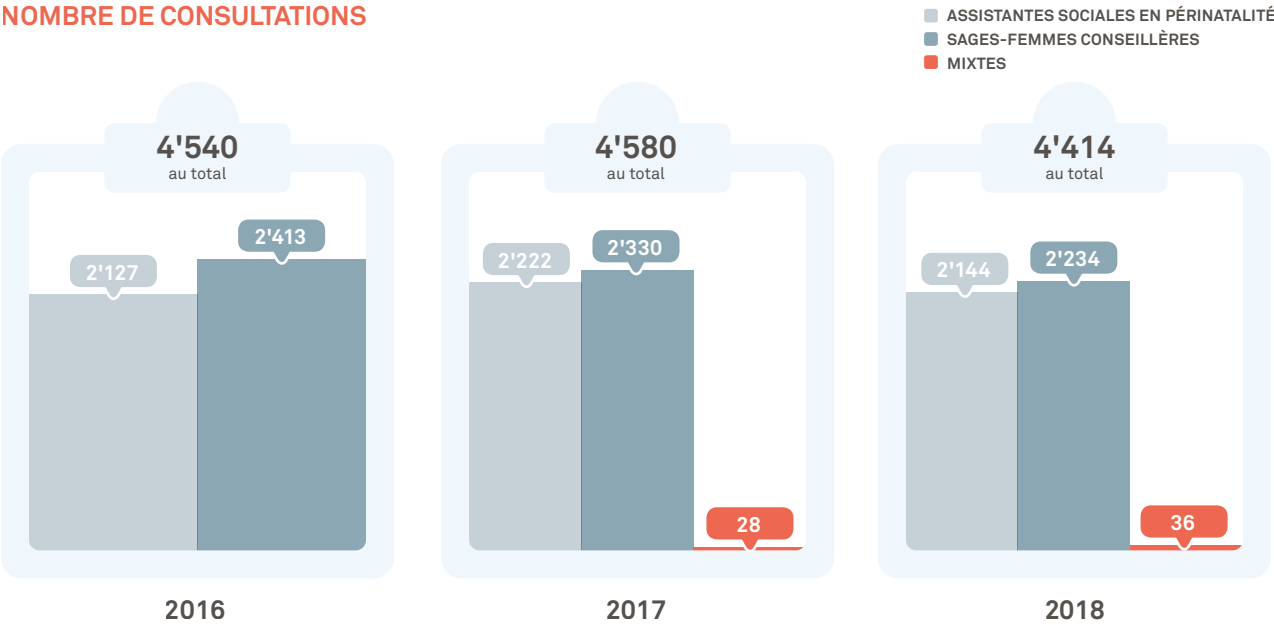
L'équipe CPc'est : 30

L'équipe poursuit son implication dans plusieurs projets avec les maternités ou avec des institutions/services partenaires, tel que l'Hôpital Riviera Chablais (HRC) (sortie précoce, développement de la liaison) ou avec les représentant-e-s du CAN TEAM, en lien avec les colloques périnataux des maternités régionales. A relever que les 8 équipes tandems en périnatalité y ont présentés plus de 170 situations en 2018 (environ 8% du total des personnes vues). Un « référentiel d'aide à l'appréciation des fragilités et à la décision de signalement dans la période périnatale » a également été réalisé par notre Service. Il est en test actuellement. C'est bien grâce au regard interdisciplinaire et à l'appréciation croisée qu'une prévention, avant la naissance de l'enfant, peut porter ses fruits.

Plus d'infos sur profa.ch

Statistiques comparatives 2016-2018

NOMBRE DE CONSULTATIONS

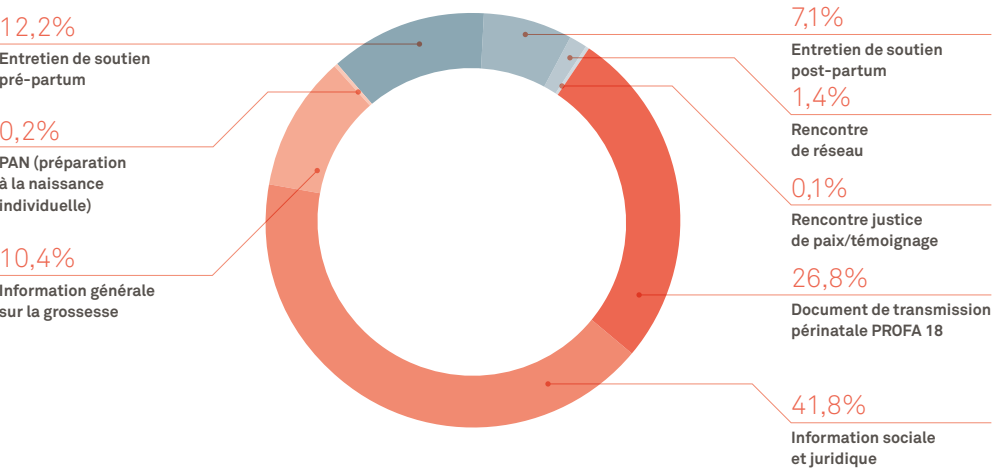


En 2016, les consultations mixtes n'ont pas été identifiées spécifiquement, mais sont comptabilisées dans le total annuel.

NOMBRE DE PERSONNES



MOTIFS DES ENTRETIENS EN 2018



Pour les futurs parents et parents, le besoin d'être informés sur leurs situations sociales et juridiques (travail durant la grossesse, congé maternité, reconnaissances, assurances sociales, etc.) est un des premiers motifs de consultation. L'accompagnement proposé par la

SFC (entretien avant la naissance) permettant de faire le lien avec la maternité, reste comme un des motifs importants de la consultation. Nous poursuivons sa promotion auprès des médecins et partenaires du réseau.

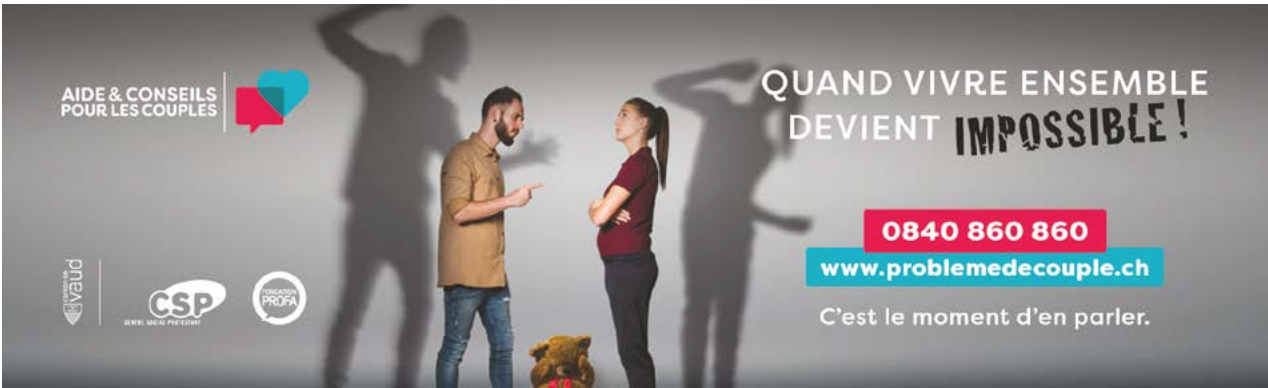
CONSULTATION DE COUPLE ET DE SEXOLOGIE

L'année 2018 a été marquée par le lancement du Programme cantonal d'aide et de conseils pour les couples, soutenu par l'Etat de Vaud. Le Service, en collaboration avec le CSP Vaud et forts de leurs compétences et expériences en consultation de couples, a eu le plaisir de participer activement à sa construction. Dans une visée préventive des violences de couple, le Programme propose deux prestations de proximité aux personnes vivant en couple qui rencontrent des difficultés relationnelles, sexuelles, affectives ou parentales : la ligne Info Couples, un service professionnel, gratuit et anonyme, par téléphone ou en ligne, et les consultations, en couple ou en individuel.

Par ailleurs, dans une perspective d'ouverture et d'inclusion, le Service a poursuivi sa collaboration avec des représentant-e-s des communautés LGBT en construisant un partenariat de confiance avec ces dernier-ère-s et en préparant un remaniement du texte des flyers du service. La Consultation de couple et de sexologie a également nourri les collaborations interservices en engageant un partenariat avec le service du Conseil en périnatalité.

Notre équipe de consultant-e-s de couple et sexologues a renforcé le développement d'une approche clinique de qualité, notamment au travers de supervisions cliniques psychodynamiques et systémiques, mais également avec la participation de l'équipe du secrétariat à une formation à l'écoute active. De plus, une formation clinique d'équipe a été organisée autour de la thématique des violences de couple. Cette formation a permis de réfléchir à des outils de détection et de prise en charge de situations de violence, de se familiariser avec une méthode spécifique utilisée en Belgique, le Protocole de domination conjugale, et de clarifier la place de notre Service dans le dispositif cantonal de lutte contre les violences domestiques.

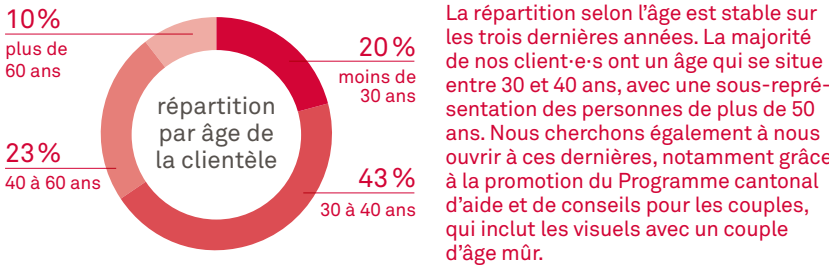
Enfin, la vie interne du Service a également vu des changements importants, entre un départ à la retraite, un mariage, plusieurs naissances, et l'engagement d'un homme consultant de couple et sexologue au sein de l'équipe jusqu'alors composée exclusivement de femmes.



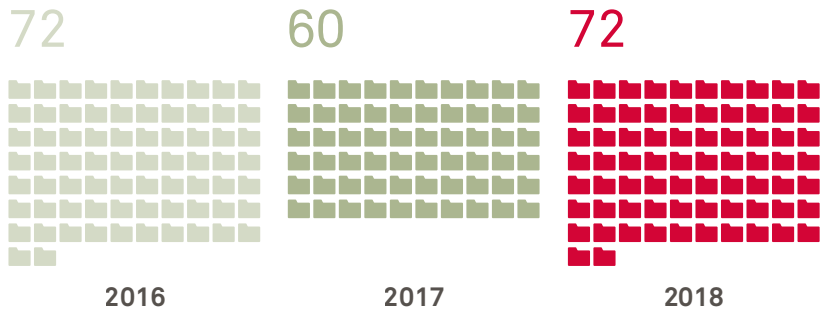
L'équipe CCS c'est : 11 ♀ 1 ♂

Statistiques comparatives 2016-2018

NOS CLIENT.E.S EN 2018

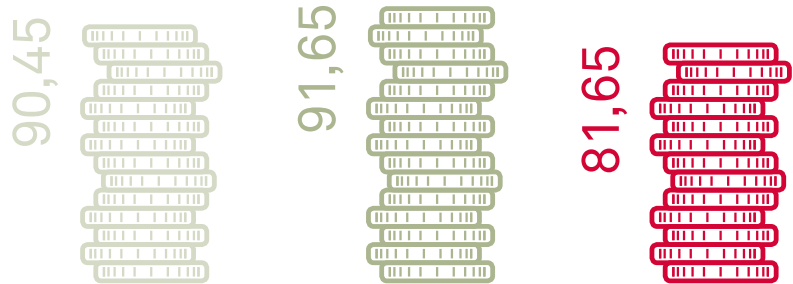


NOMBRE DE NOUVEAUX SUIVIS EN SEXOLOGIE



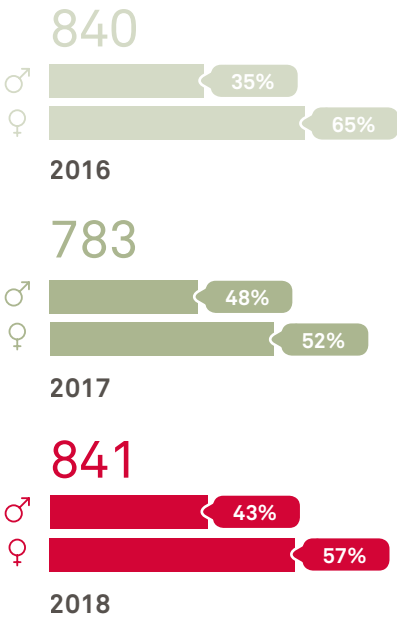
La prestation de sexologie est aujourd'hui entièrement intégrée et ancrée dans notre consultation, avec une proportion stable depuis 2016, aux alentours de 20% du total des consultations.

TARIF MOYEN EN FRANCS



Nous cherchons à nous rendre plus accessibles pour les familles de 3 enfants et plus, et avons notamment modifié notre grille tarifaire à leur avantage. La baisse du tarif moyen depuis 2016 démontre par ailleurs que nos tarifs répondent à un réel besoin pour les personnes ayant des revenus peu élevés.

NOMBRE DE CLIENT.E-S



L'évolution de ces dernières années montre une tendance à l'augmentation du nombre d'hommes venant consulter.

NOMBRE DE CONSULTATIONS



Plus d'infos sur profa.ch

Nous comprenons qu'il soit difficile de croire à l'histoire de harcèlement vécu par M^{me} B. Pourtant des dizaines de Madame B subissent chaque année un même mode de harcèlement à géométrie et intensité variable. D'abord il y a une rencontre, une séduction et les projections qui vont avec. Ensuite s'installe dans le cerveau du futur harceleur, qu'il soit mari ou compagnon, l'idée que la femme devient « sa possession ». Un objet et non un sujet. Selon cette idée, « l'objet » n'a pas le droit de se défaire du lien créé par le harceleur. A la base de cette idée, nous trouvons souvent une angoisse d'abandon ou de trahison du harceleur. Lequel exercera aussi à géométrie et intensité variable différentes formes de violences conjugales qui ont pour but d'imposer une emprise et d'empêcher la femme de décider par elle-même. Ce lien, seul le harceleur a le droit de décider quand et comment il peut le défaire. Si la femme décide de rompre, le futur harceleur se considérera alors comme victime. Statut qui lui permettra de justifier le début de son harcèlement. Le but de celui-ci n'est pas de récupérer « l'objet » mais de lui faire payer l'audace d'avoir osé se libérer de son emprise.

Comme prix à payer, M^{me} B. a subi : des centaines de WhatsApp de menaces de mort et d'insultes, des filatures en voiture, une présence autour de son immeuble et des visites à son travail, des excréments sur son paillason et de l'urine contre sa porte, laquelle fut enfoncée deux fois, sa boîte à lettre pillée... A chaque fois la police intervient, fait déguerpir le harceleur, M^{me} B. dépose une plainte pénale, obtient une interdiction de périmètre et de contact,

le Centre LAVI paie la porte cassée, l'homme revient et (re) casse, la police revient, le Centre LAVI repaie, (re)plainte de Madame, un procureur condamne un peu et le harceleur poursuit ce pourquoi il est programmé.

Selon l'article 34 de la Convention d'Istanbul : Le harcèlement consiste dans le fait d'adopter à plusieurs reprises un comportement menaçant dirigé envers une personne, conduisant celle-ci à craindre pour sa sécurité.

En Suisse, le législateur a renforcé la protection des victimes de harcèlement dans la « Loi sur l'amélioration de la protection des victimes » qui entrera en vigueur prochaine-ment, le délai référendaire s'est terminé en avril 2019. Cette loi permettra à la place de nouveaux outils de protection, notamment la mise en place du bracelet électronique (art. 28c Code Civil). Mais elle ne se penche pas sur la répression. Se considérant victime et « diabolisant » les professionnel-le-s, le harceleur est peu enclin à recevoir de l'aide. Aussi seule une sévère sanction pénale et une aide contrainte pourraient l'aider à arrêter son fonctionnement infernal. Parfois il l'interrompt quelque temps. Sa victime se ressource. La justice l'oublie puis il recommence, cela pouvant durer 1 mois à... 4 ans.

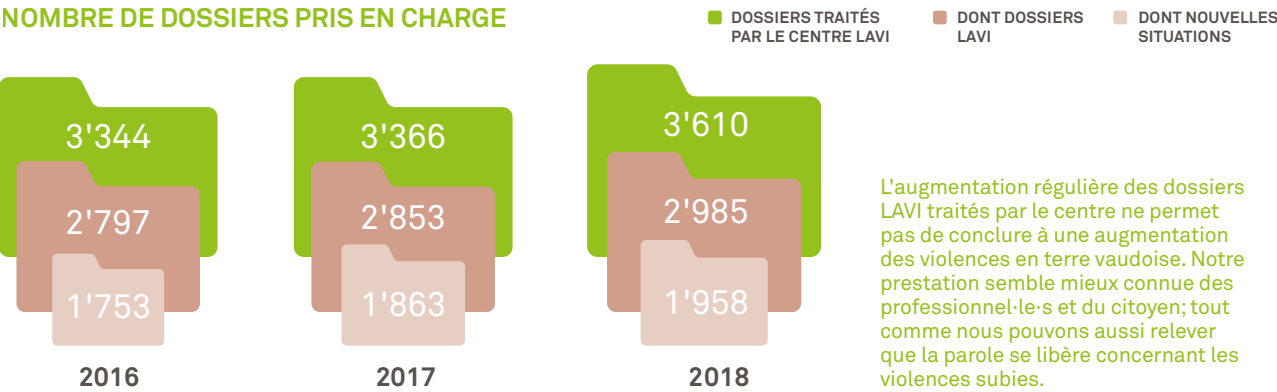
Pierre Jaquier, intervenant LAVI

L'équipe LAVI c'est : 12 ♀ 7 ♂

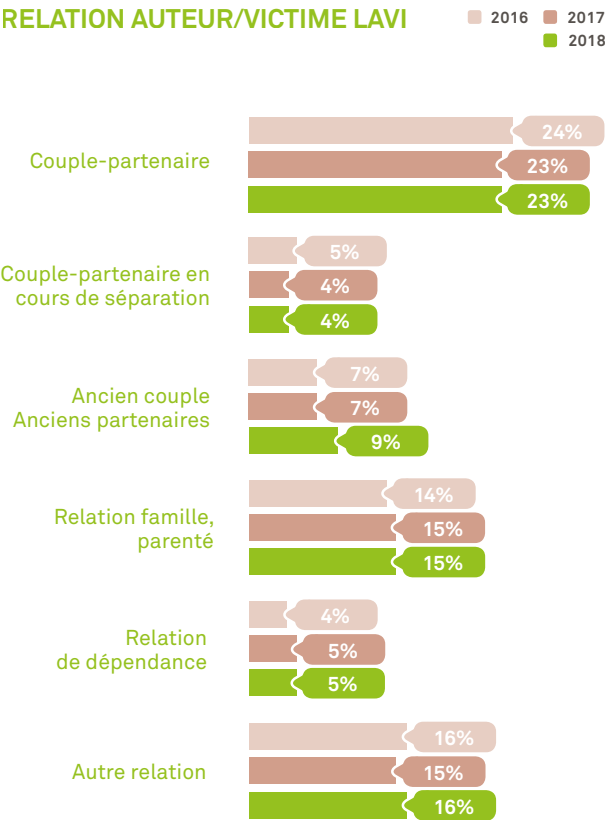
Plus d'infos sur profa.ch

Statistiques comparatives
2016-2018

NOMBRE DE DOSSIERS PRIS EN CHARGE

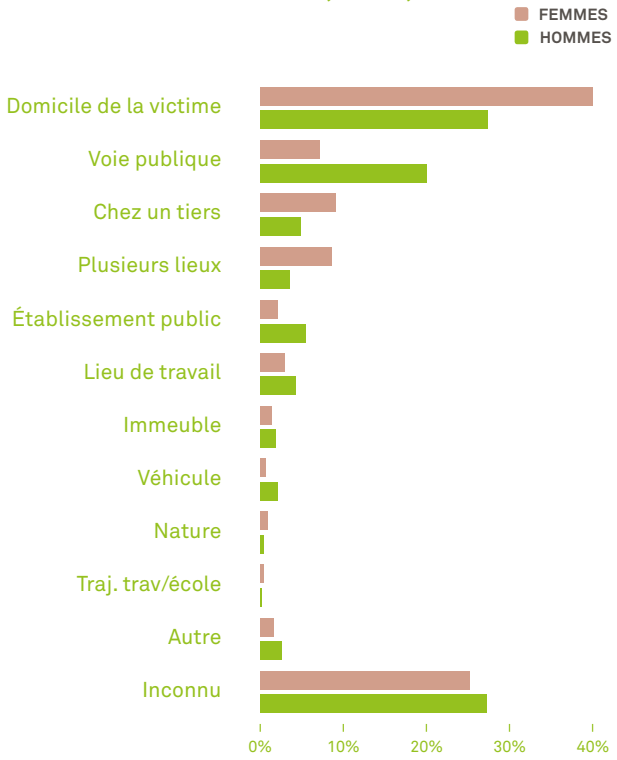


RELATION AUTEUR/VICTIME LAVI



On constate que dans 70% des situations, l'auteur est connu de la victime ; il fait partie du cercle de la famille dans plus de 55% des cas. Nos dossiers augmentent régulièrement mais les proportions rencontrées dans les dossiers LAVI quant à la relation auteur/victime restent sensiblement les mêmes.

VICTIMES LAVI SELON LE LIEU DE L'AGRESSION ET LE SEXE DE LA VICTIME, VAUD, 2018



Sur l'ensemble des victimes, 35% annoncent avoir été agressées à leur domicile. Néanmoins, la situation diffère selon le sexe puisque 40% des victimes de sexe féminin ont subi une agression à leur domicile. Cette proportion est 1,5 fois moins importante pour les victimes de sexe masculin, qui sont par ailleurs 20% à subir une agression sur la voie publique.

Source : SCRIS, 2018, basée sur Centre LAVI, OFS

Services et projets internes à usage externe

GRI, Groupe de référence interne

Le GRI regroupe des professionnel·le·s de la Consultation de santé sexuelle (CSS), de l'Éducation sexuelle (ES) et du Centre LAVI, ainsi qu'un pédopsychiatre consultant externe qui évaluent des situations évoquant un abus sexuel, une maltraitance (Loi sur la protection des mineurs) ou une infraction à la Loi sur la majorité sexuelle. Il se réunit à quinzaine, hors vacances scolaires ; 21 séances ont eu lieu en 2018.

La procédure GRI permet d'analyser les situations présentées (99 en 2018) et de déterminer l'action la plus pertinente pour la personne concernée. Le GRI fait des recommandations à la Direction pour la gestion de ces situations et sur l'opportunité d'un signalement aux autorités de protection de l'enfance. De plus, cela permet à des collaborateur·trice·s dans des situations parfois émotionnellement très impliquantes d'être entendu·e·s, conseillé·e·s et déchargé·e·s d'une responsabilité individuelle.

Les situations d'évocation de violence ou d'abus sexuel par les personnes majeures sont aussi anonymisées et recensées (130 en 2018).

Présence dans les médias

Dans des articles de journaux ou des émissions radio, nous avons pu faire passer des messages sur les IST, la PrEP, la contraception et les réalités des couples, ainsi que promouvoir la journée de tests VIH gratuits le 3 décembre.

En mai 2018, nous avons participé à «Vacarme» sur la RTS, en contribuant à 4 émissions de la série sur « Mères ado ».

Bibliothèque

Ouverte à tout public intéressé sur simple rendez-vous, la bibliothèque propose un large choix de livres, qui peuvent être empruntés gratuitement pour une durée de 1 mois.

Voici les derniers coups de cœur du Comité de lecture : Presque comme les autres. *Ma vie de jeune séropositive*, de Lucie Hovhannessia (Ed. Robert Laffont)

Un jour peut-être... *Témoignage d'un champion olympique devenu femme*, de Sandra Forgues (Outdoor-editions)

Santé au travail

La santé de nos collaboratrices et collaborateurs compte beaucoup à nos yeux. Notre infirmière de santé au travail se rend disponible, soutient et accompagne chaque personne qui en fait la demande, en toute discrétion et confidentialité. Ses interventions permettent de prévenir et soulager les maladies et accidents professionnels, de définir des solutions d'ergonomie, d'accompagner et soutenir les collaborateur·trice·s en arrêt maladie/accidents de longue durée, de suivre des collaboratrices dans le cadre de leur grossesse, de faire des campagnes de vaccinations contre la grippe, de prévenir des risques biologiques et de sensibiliser en matière de premiers secours.

Contribuer à l'augmentation des savoirs

Outre les interventions des professionnel·le·s de PROFA dans de nombreuses formations de base, de perfectionnement ou de formations continues au sein des hautes écoles, auprès de partenaires ainsi que via les Rendez-vous PROFA, ouverts au public, nous collaborons activement dans 6 études comme acteur de terrain. Nous épaulons aussi des étudiants de tous horizons pour leurs travaux de Bachelor et de Master. Enfin, nous accueillons des stagiaires en formation, par exemple lors du DAS en santé sexuelle et nous avons formé deux apprenties CFC employées de commerce qui ont réussi leurs examens.

Informatique

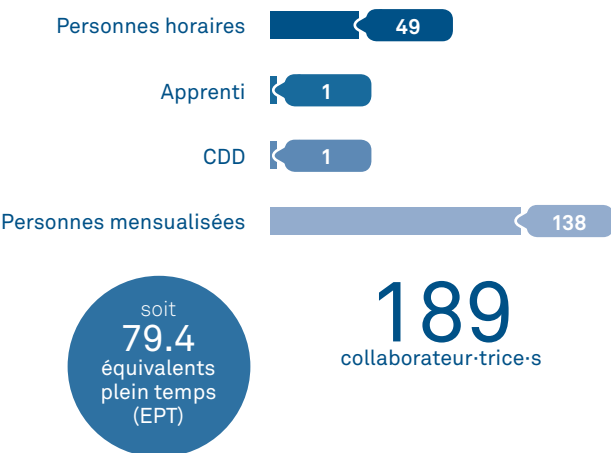
Un ordinateur, ça doit fonctionner ! La moindre panne, le simple bug et c'est le stress, l'énervement, le retard... Pour que tout se passe bien, nos deux professionnel·le·s (taux global de 150%), épaulé·e·s en 2018 par un renfort ponctuel précieux (20%), ont répondu à toutes les demandes, anticipé et corrigé les problèmes, installé des logiciels, équipé des postes de travail, garanti la sécurité informatique et le confort des usager·ère·s.

2018 a été l'année du déploiement du dossier informatisé du patient, permettant une gestion sécurisée des données. Un sacré défi, relevé avec brio !

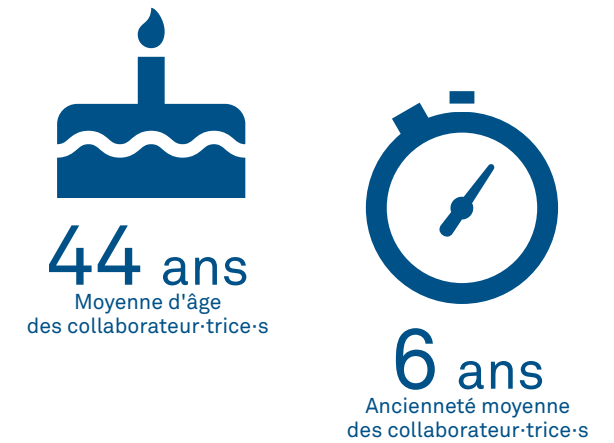
Ressources humaines

Jusqu'ici gérée sur mandat par aduna romandie, la prestation des Ressources Humaines a été internalisée en octobre 2018. Les RH accompagnent les collaborateur·trice·s tout au long de leur carrière professionnelle à PROFA par des démarches administratives et un appui relationnel.

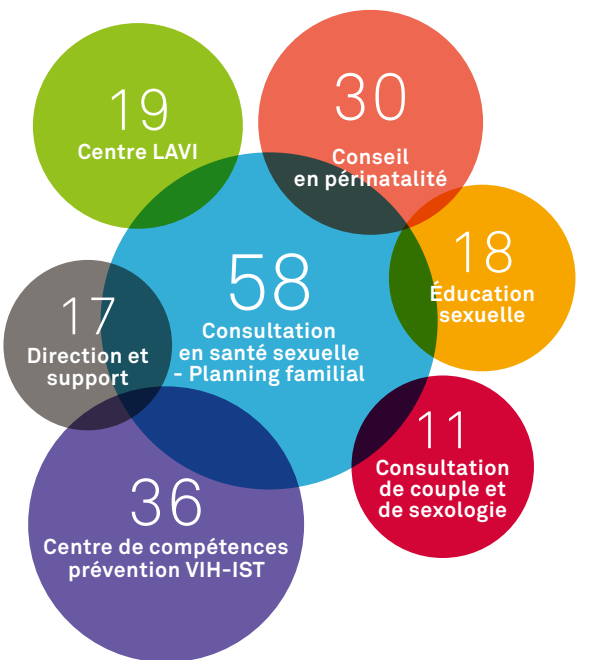
Nombre de collaborateur·trice·s au 31.12.18



Âge et ancienneté des collaborateur·trice·s



Nombre de collaborateur·trice·s par service



Nombre de langues parlées

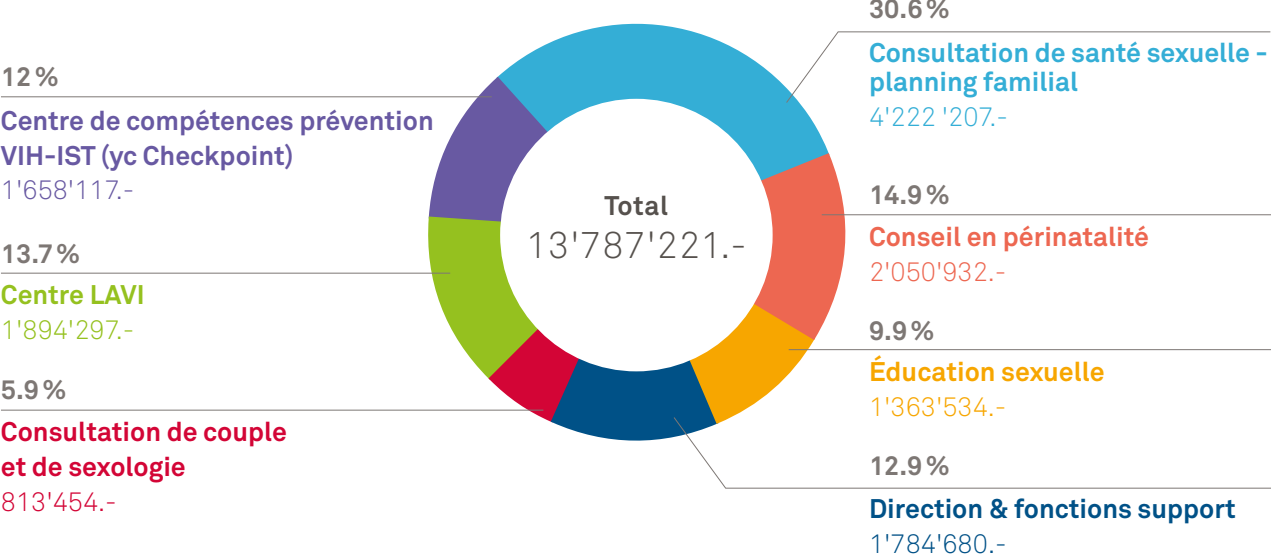


Les finances

COMPTE D'EXPLOITATION DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2018

CHARGES	2018	2017	PRODUITS	2018	2017
Charges directes prestations	13'865'649	13'408'852	Produits d'exploitation	15'555'952	14'568'692
Charges de personnel	10'519'211	10'547'407	Contributions publiques	13'040'449	12'037'855
Autres charges	3'346'438	2'861'445	Prestations facturées	2'606'240	2'569'055
			Pertes sur débiteurs	-51'059	-51'631
Charges administratives	1'792'925	1'490'728	Résultat financier	-39'678	13'413
Charges de personnel	1'365'379	1'007'092			
Autres charges	427'547	483'636	Utilisation Capital de l'organisation	24'731	175'520
			Utilisation des Fonds	46'983	148'687
Excédent de recettes	-30'908	-6'681			
	15'627'667	14'892'899		15'627'667	14'892'899

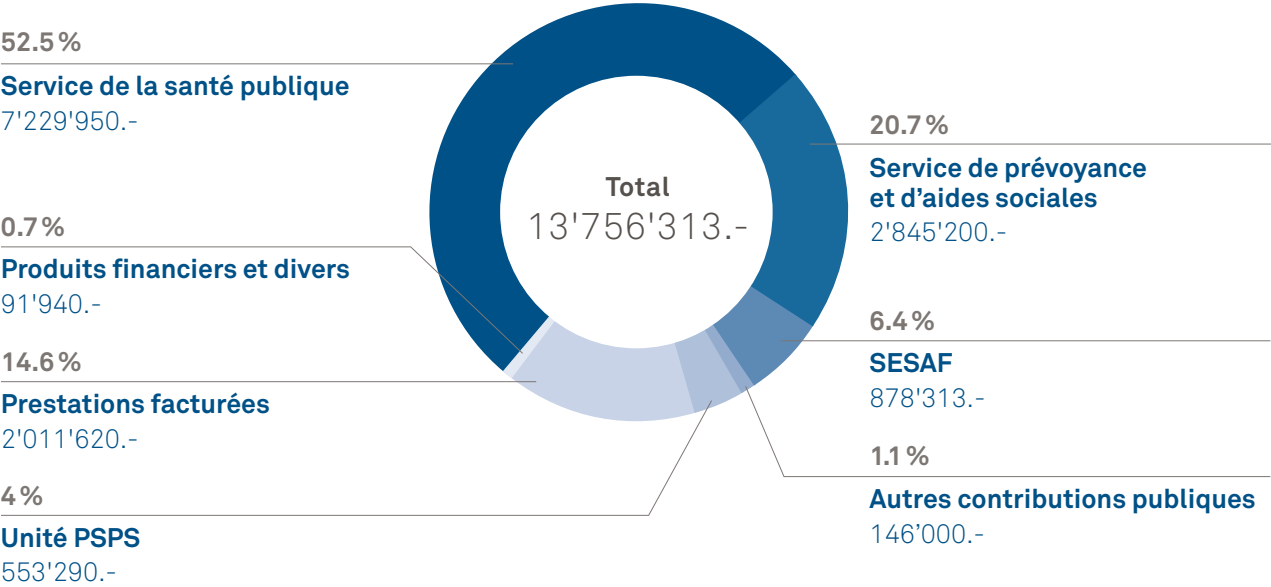
CHARGES DE FONCTIONNEMENT PAR SERVICE



BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2018

ACTIF	2018	2017	PASSIF	2018	2017
Actifs circulants	2'084'152	2'327'025	Fonds étrangers	2'362'425	2'522'123
Liquidités et titres	1'104'259	1'329'071	Capitaux étrangers à court terme	1'008'198	1'211'152
Créances	712'252	754'214	Capitaux de fonds (fonds affectés)	1'354'227	1'310'971
Actifs de régularisation	267'641	243'741			
Actifs immobilisés	752'713	815'177	Fonds propres	474'440	620'079
Immobilisations	752'713	815'177	Capital libre (général)	39'974	46'654
			Fonds libre	32'808	57'539
			Fonds attribués	432'567	522'567
			Résultat de l'exercice	-30'908	-6'681
Total de l'actif	2'836'865	3'142'202		2'836'865	3'142'202

FINANCEMENTS D'EXPLOITATION



Organe de révision :
CRC Révision SA

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL DE FONDATION ET COMITÉ DE DIRECTION À FIN 2018

M^{me} Claire ATTINGER DOEPPER
M^{me} Ariane AYER
M^{*} Sylvan BERRUT
M^{me} Stéphanie BOOTH*
M. Pascal BREGNARD
M^{me} Anne BURRI
M^{me} Karine CLERC
M. Alexandre FARIN
M. Raphaël GERBER*
M. Jean-Pierre GERVASONI
M. Lionel GONTHIER*
M^{me} Isabelle JAKUES*
M^{me} Bastienne JOERCHEL
M. Jean-Daniel KRÄHENBÜHL

M. Yves KÜHNE
M^{me} Stéphanie LOCICIRO*
M^{me} Christelle LUISIER
M. Pierre-André MICHAUD
M. Franck PEREZ*
M^{me} Léonore PORCHET*
M^{me} Viviane PRATS*
M. Laurent ROCHAT
M^{me} Myriam ROMANO-MALAGRIFA
M^{me} Rebecca RUIZ
M. Jean-François TOLSA
M. Laurent WEHRLI

* Membres du Comité de direction

REMERCIEMENTS

- Aux services de l'Etat, DGS, DIRIS et SESAF pour la confiance qu'ils nous témoignent en subventionnant nos prestations.
- Aux communes qui nous soutiennent financièrement, accueillent nos centres et relaient l'existence de nos prestations auprès de la population
- A l'OFSP et l'Aide Suisse contre le Sida (ASS) qui nous confient des mandats
- A la Commission de promotion de la santé et de lutte contre les addictions (CPSLA), pour le financement du projet pilote « Appel Rapide »
- A la Loterie Romande pour son appui financier à la mise en œuvre du « dossier client informatisé », l'outil de gestion de la facturation et du suivi de notre clientèle
- Aux donatrices et donateurs, institutions, fondations et personnes privées, pour leur soutien indéfectible
- Au Conseil de Fondation et au Comité de Direction, pour son appui continu
- A toutes les institutions partenaires, pour le partage de projets, de prestations, d'idées
- A toutes les personnes ayant bénéficié de nos prestations, ayant été en contact avec PROFA, pour leur confiance
- A toutes les collaboratrices et collaborateurs de PROFA, pour leur immense engagement et leur professionnalisme

